

***Entretien avec Jean-Pierre,
agriculteur en lutte contre Cigéo***

***Tissu rural de la Meuse
et rictus mural de l'Andra.***



Bure - Avril 2017

Cet entretien a été réalisé avec Jean-Pierre à un mois à peine de son procès, prévu pour le 2 mai : Jean-Pierre est accusé d'avoir soutenu la première occupation du Bois Lejuc¹ (juin-juillet 2016) en mettant à disposition son tracteur et sa bétailière, saisie à cette occasion. Ce premier épisode du désormais fameux « été d'urgence » avait permis de bloquer les premiers forages et donné une nouvelle impulsion à une lutte vieille de plusieurs décennies : nul doute qu'il laisse un goût amer dans la bouche des nucléocrates de tous poils, avides de faire payer l'affront...

A ce jour, le dossier pénal de Jean-Pierre n'est toujours pas parvenu à son avocat. Gageons qu'il n'est guère rempli. La mécanique judiciaire se met pourtant en place avec une froide détermination, peut-être davantage pour dissuader que pour punir. En sommant un agriculteur du coin de payer pour l'ensemble du mouvement anti-cigéo², les autorités espèrent dissuader les autres de suivre son exemple : nous répondrons à l'intimidation par une solidarité sans faille !

Dans cet entretien, Jean-Pierre revient sur son parcours personnel et son implication dans la lutte anti-nucléaire. Il évoque la désertification des campagnes et détaille longuement l'impact de l'arrivée de l'Andra³ sur la situation déjà précaire des agriculteurs : en s'immisçant dans tous les échanges fonciers, l'Andra fait grimper les prix et ampute les propriétés agricoles jusqu'à les rendre impropres à la transmission. A terme, c'est un véritable désert qui se constitue.

Pourtant Jean-Pierre ne désarme pas, et nous non plus.

La terre est à celles et ceux qui la cultivent !

1 Le bois est situé à l'aplomb du futur stockage souterrain (500m de profondeur). Il est supposé accueillir les puits de ventilation des déchets.

2 Cigéo : Centre industriel de stockage géologique.

3 Andra : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

On peut commencer par une petite présentation. Toi, tu es d'ici ?

Oui, j'ai repris la ferme familiale en 82. C'était une ferme en polyculture, avec de l'élevage laitier, ce qui était traditionnel : il n'y avait pas du lait dans toutes les fermes mais au moins dans une sur deux dans le secteur, à l'époque. J'ai continué cette voie là : j'étais assez passionné par le lait. Et puis dans un souci de soulager un peu les conditions de travail (le lait c'est terrible, c'est très difficile au niveau social parce que c'est matin et soir, 365 jours par an!) j'ai cherché à associer quelqu'un. Donc ma structure a évolué, j'ai pris un salarié et puis en 2010 face à plusieurs problèmes (la mise aux normes, des problèmes de salariés etc.) j'ai décidé d'arrêter le lait. Donc depuis 2010 je suis céréalier sur 140ha. Pratiquement tout sur la commune de Cirfontaines.

C'est des terres familiales ?

Oui oui. Enfin pour moitié des terres familiales, et pour moitié celles d'un collègue qui a travaillé avec moi pendant 10 ou 15 ans et après qui m'a loué sa ferme. Suite à son départ j'ai repris un salarié.

Donc tu es originaire du village ?

Oui je suis originaire du village, donc je connais assez bien la géographie, la topographie, la mentalité, les comportements du secteur [rire]

Et qu'est-ce qui à un moment donné te pousse à ... je sais pas si on peut dire « entrer dans la lutte », mais t'opposer, résister un peu ?

Si, un peu, c'est « entrer dans la lutte ». Ça date d'avant que l'Andra pose ses valises, avant qu'il y ait le labo, quand il y a eu la recherche de sites... donc aussitôt la loi Bataille⁴, aussitôt 91. Évidemment on était déjà dans les terrains pressentis, par rapport à nos argiles. Enfin est-ce que c'est par rapport à nos argiles uniquement ou par rapport aussi à la démographie du secteur ? parce qu'au niveau démographie on est très très bas⁵.

A cette époque là on avait déjà vu venir ! Et avec le Cedra⁶, qui existait déjà, on avait organisé un festival anti déchets nucléaires où on avait fait, sur un grand week-end, une scène dans un parc de plusieurs hectares, avec des artistes de

4 Suite aux difficultés rencontrées par l'Andra pour implanter un centre de stockage dans les années 80, une loi est votée en 1991 à l'initiative de Christian Bataille (député PS). C'est cette loi qui fixe le cadre des compensations financières qui arrosent aujourd'hui la Meuse et la Haute-Marne, et introduit l'idée d'un « laboratoire souterrain », plus acceptable qu'un centre d'enfouissement (même si c'est le but à terme).

5 Bure ne faisait pas partie des sites retenus au moment de la loi Bataille : il est permis de penser que ce lieu a été choisi après coup non pas pour des raisons géologiques mais stratégiques : peu de population, donc peu de résistance, cette fois...

6 Cedra : Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs.

toutes natures qui sont venus se produire pour défendre la cause. On était déjà au cœur de la lutte il y a plus de 20 ans !

Pour toi c'était intolérable ?

Moi j'avais un peu connaissance du dossier nucléaire, un peu par le côté militaire, et un peu moins par le côté civil. Mais déjà la connaissance du dossier nucléaire... C'est quelque chose d'opaque, qu'on ne maîtrise pas, et puis il n'y a pas de volonté d'informer, de le rendre transparent, surtout pas de le médiatiser : quelque part ça fait dresser l'oreille et ça appelle à attention ! C'est par rapport à ça que j'ai été sensible à ce dossier là.

C'était quoi les sources d'infos que tu avais sur le nucléaire ?

A l'époque, c'était avant les événements qu'on a connu : avant Tchernobyl et Fukushima, bien entendu. Mais c'était la montée en puissance de toutes les centrales, une époque où on en faisait pas une tous les ans, mais à la pelle ! On s'est pas soucié de les restructurer, de les reconditionner et de les recycler au moment où on les a faites. Sans rechercher, quoi. Parce qu'on aurait recherché 10 ou 15 ans plus tôt, on serait peut-être plus avancés aujourd'hui par rapport au retraitement...

Il y a aussi les faits militaires, par rapport à la dernière guerre, à tout ce que ça peut causer comme dégâts.. J'ai pas été insensible à ça. C'est pas chez nous, évidemment, on n'y est pas sensibles. Mais allez voir les japonais : aujourd'hui c'est Fukushima, mais c'est aussi encore les restes pas digérés de la bombe atomique. C'est important d'avoir ce souvenir là.

Donc toi tu es clairement opposé à l'énergie nucléaires ?

Oui. Si on peut s'en passer, c'est mieux quoi, dans la mesure où on maîtrise pas...

Et comment ça s'est passé, l'arrivée de l'Andra, dans les années 90 ?

Oui, 90-95... Au début, sur la commune, on a eu le premier forage profond, à plus de 500m. Il y a eu une convention entre la commune, la Safer⁷ et l'Andra, pour mettre à disposition la parcelle. Après ils ont répété ce forage sur deux ou trois endroits, et à partir de là ils ont commencé à chercher du terrain pour poser leurs valises.

A l'époque ils parlaient directement d'enfouissement. Médiatiquement ils étaient pas bon ! Ils ont revu leur copie parce qu'il se sont fait virer, pas ici, mais à pas

⁷ Safer : Société d'aménagement du foncier et d'établissement rural.

mal d'endroits en France. Entre les sites argile et les sites granite, il y avait pas mal de départements de présentis, mais dès lors que c'étaient des régions plus ou moins touristiques ils se sont fait jeter, pas forcément par les élus mais par la population. Après ils ont abandonné les sites granitiques, donc ça s'est recentré sur les sites argileux. Et puis ils ont tranché, soit parce qu'ils en ont pas trouvé d'autre, soit pour d'autres raisons : on est devenu l'unique site. Donc à partir de là c'était vraiment sérieux, ils ont posé leurs valises là.

Localement il y a quand même eu de la résistance, malgré la faible démographie, malgré l'accompagnement financier. C'était quand même opaque : ils ne disaient pas ce qu'ils voulaient faire... Donc ils ont eu cette idée géniale du labo : dire « on cherche mais on ne stocke pas ». A partir de là, les 2 départements, les conseils généraux, et même l'échelon local au niveau communal, tout le monde les a accueillis à bras ouvert, parce qu'il y avait l'accompagnement financier avec.

Ensuite ils ont acquis 100ha, là où il y a le labo actuel. C'était une ferme unique qu'ils ont acquise, où ils n'ont pris que 20ha : donc il restait encore 80 à eux, mais mis en valeur par l'ancien exploitant. Et ils ont construit le labo. Ça a fait son chemin, et au niveau de la lutte c'est vrai que c'était calme pendant toute cette période là. Tout le monde était plus ou moins rassuré : c'était le labo et ils cherchaient juste.

Vous aviez pas plus d'infos ? Il y avait des réunions publiques ?

Un petit peu mais... non, dans la mesure où ils ont eu leur terrain et puis qu'ils ont installé le labo, ils ont fait leur cuisine interne et puis voilà ! Il y avait déjà des accompagnements financiers⁸. Les conseils généraux avaient négocié : le labo c'était tant par habitant. Il y avait le périmètre des 10km, alors nous, dans les communes proches, on était fortement arrosés. Ça veut dire que toutes les communes autour ont mis des projets en œuvre : lampadaires, trottoirs, salles des fêtes et j'en passe ! Mais sinon c'était calme, il n'y avait pas de débats... Ça a duré 10/15 ans comme ça.

Ça veut dire que les populations, pour avoir des infos sur ce qu'il se passait, devaient aller au laboratoire ?

Oui, il faut aller aux portes ouvertes, aux visites. Il y a un bulletin trimestriel qui existe depuis le début, où évidemment ils éclairent un peu sur ce qu'ils cherchent, tout ce côté là. Il y a des expos, pas mal de choses qui sont faites. Et il y a le Clis⁹, qui normalement devrait ouvrir plus de débats contradictoires et

8 Par l'intermédiaire du GIP (Groupement d'Intérêt Public), l'industrie nucléaire et l'État financent la Meuse et la Haute-Marne à hauteur de 30 millions d'euros chacune par an.

9 Clis : Comité local d'information et de suivi.

inviter d'autres partis. Il a fonctionné d'une façon un peu bancal : ça a été très difficile avec le Clis pour avoir des informations de part et d'autres. Tout est quand même verrouillé...

Et toi tu allais aux portes ouvertes à l'époque ?

Oui j'y suis allé un petit peu. Je prends connaissance quand même de tout ce que je peux, au niveau de toute l'information qu'ils diffusent. C'est important de savoir ce qu'ils font, ce qu'ils recherchent et tout. On ne peut pas s'opposer à la partie recherche : il faut savoir toutes les verses¹⁰ qu'on va sortir, ce qu'on va pouvoir en faire, où est-ce qu'on va les mettre, qu'est-ce qu'on va pouvoir cultiver dessus, éventuellement. Donc tout ça c'est louable.

Après, comment on creuse les galeries, comment on les ferme... Sachant que même eux, dans leur façon de chercher, il y a un peu des phénomènes de mode ! Par exemple la question de la réversibilité : ça n'a jamais été établi qu'on pourrait stocker de façon réversible. Donc la loi qui a été votée en juillet/août dernier en catimini à l'assemblée, comme quoi on incluait la réversibilité, c'est pas une vraie réversibilité ! C'est comme la « phase pilote » pour dire on va stocker provisoirement et qu'après on va s'arrêter... C'est des choses qui sont là pour faire avancer le dossier, la situation, mais qu'on a du mal à cerner en réalité.

Tu dis qu'il n'y a pas spécialement de réunions publiques depuis 15 ou 20 ans. Donc l'information passe peu ?

Non, comme il n'y a pas de stockage, à la différence de Soulaines, où c'est des TFA (très faible activité) et où il y a déjà stockage : eux sont tenus à des analyses. Ils doivent publier, donner des résultats. Mais je veux dire qu'ici, comme ils font que chercher, ils ne sont pas obligés de publier tout ce qu'ils font en matière de recherche. Donc par rapport à ça, non, on n'a pas d'information.

Toi qu'est-ce qui te choque dans cette façon de faire, sur l'ensemble du projet ? Est-ce que c'est l'enfouissement en lui-même ? Est-ce que c'est le manque d'information ? C'est quoi les points exacts ?

Il y en a deux, voire trois. C'est d'abord le fond de l'histoire, ce qu'on vient de parler : la problématique de l'enfouissement, sachant qu'on ne maîtrise pas du tout la situation, d'autant plus si c'est pas réversible, à 500m, sans savoir comment ça va se comporter, et compte tenu des catastrophes qu'on a eu depuis... on a beaucoup plus de raisons de douter ! Tchernobyl et Fukushima je veux dire... rien n'est réglé. Donc ça c'est le premier problème, le fond.

¹⁰ Verses : amas de terre ramenés en surface lors du creusement des galeries

Et puis s'y ajoute un autre : la forme, la façon dont on s'y prend pour réaliser ce laboratoire, et pour passer de ce labo à Cigéo. Là on est en plein dans le virage, dans le tournant où on est en train de passer du labo à Cigéo.

Dans le village, vous êtes nombreux ? J'imagine que vous discutez... c'est quoi les positions des gens par rapport à ça ?

Nous, dans notre village, il y a eu un renouvellement des populations. Il y avait une population rurale, relativement âgée : à un moment ça disparaît... Et il n'y a pas la suite sur place, parce qu'à part plus ou moins l'agriculture et un petit peu l'artisanat, il n'y a pas d'emplois ici. On est quand même loin de tous les bassins d'emploi. Et ceux qu'il y avait pas loin on fermé : Gondrecourt il y avait des meubles, c'est fermé. Joinville, c'est déjà 20 bornes, Neufchâteau 30 ou 35 : on est assez loin de tout, donc l'emploi reste limité.

Ça veut dire, par rapport à Cirfontaines, qu'il y a eu un renouvellement des populations. A l'heure qu'il est, une partie des gens travaille de près ou de loin, soit au travers du gardiennage, soit au travers des activités du labo, pour l'Andra. Pas forcément à l'andra directement : il y a ceux qui sont « Andra dur », et ceux qui sont salariés des filiales ou des opérateurs, et qui travaillent autour. C'est pas pour autant que c'est animé ou que c'est tendu. C'est calme, chacun fait son boulot, chacun respecte les autres.

Il y en a beaucoup comme toi qui s'engagent ?

Il y a des gens engagés. Mais autant c'est facile de s'afficher quand on est salarié ou retraité, autant quand on est paysan c'est une autre paire de manche. Nous on est sur le territoire : notre travail c'est la terre. Et à l'heure qu'il est notre outil de travail est menacé, en partie au moins, sur les 10km, par les acquisitions foncières faites pour réaliser ce fameux projet Cigéo. Donc quand on est paysan c'est plus compliqué de s'afficher. Dans le discours, de toi à moi, on peut être un certain nombre. Mais pour s'afficher clairement, sur le terrain, on est beaucoup moins, voire très peu, parce que les gens ont peur, parce qu'on est devenus dépendants de tout cet arrosage économique, et parce qu'il y a toute cette restructuration foncière... C'est des éléments qui pèsent lourd, très lourd, dans le relationnel, dans la vie des villages, surtout au niveau des paysans.

On peut faire un petit état des lieux de l'agriculture justement ?

Au niveau local ? Ou pas local ? De toute façon tout est lié, pour moi, tout est lié. La conjoncture qu'on vit en ce moment n'est pas favorable du tout à l'agriculture. On ne peut pas passer au travers de la mondialisation. Tous les produits sont menacés, et le paysan est au bas de la chaîne : le paysan il prend

ce qu'il reste. Quand il reste rien, il prend rien, quand il bouffe des sous, il bouffe des sous ! A l'heure qu'il est, c'est l'élevage qui souffre. C'est pas d'aujourd'hui : l'élevage souffre déjà depuis plusieurs années. Et contrairement à ce qu'on pourrait croire le lait est mobile aussi : on pourrait se dire que le lait c'est le marché local, mais non ! Le lait bouge et, en matière de tarifs, la mondialisation fait ses dégâts aussi. Ce qui va le moins mal c'est quand même les céréales, même si l'année 2016 a été mauvaise. Mais pour les prix on n'a pas non plus de garantie. Donc c'est toute une conjoncture en dents de scie en permanence et comme il n'y a plus de matelas, plus de réserve, et qu'en plus notre système de gestion au niveau social et fiscal n'incite pas ou ne donne pas suffisamment de garantie pour pouvoir se protéger, l'agriculture s'enfonce. Avec les conséquences qu'on connaît : les boutiques qui mettent les clefs sous la porte.

On est déjà, avec la pyramide des âges, dans une période où on sait qu'on n'arrivera pas à renouveler. Il y a un tel désengagement que les paysans eux-mêmes, quand ils peuvent inciter leurs enfants à faire autre chose, ils le font. Heureusement, il y en a encore qui ont la moelle, qui ont envie de faire le métier et qui aiment ça, c'est une chose, mais ça ne fera pas le joint par rapport aux besoins de la profession. Après, la seule solution c'est hors cadres familiaux : des gens de l'extérieur qui sont motivés (il y en a aussi ! Plus qu'on ne croit !) et qui veulent embrasser le métier. Mais ceux-là ils faut les accompagner encore plus pour qu'ils puissent exercer. Et là il y a un véritable défi : tous les syndicats, à l'heure qu'il est, tous les gens sensés se posent la question du renouvellement. Les gens en parlent plus ou moins publiquement, mais ça interpelle tout le monde. On est à un tournant de génération et si on fait pas quelque chose on continue d'aller à une disparition. Ça commence par les paysans et après c'est tout le reste, le service public : évidemment l'État a besoin de comprimer les écoles, tout. Il est grand temps qu'on sache ce qu'on veut, qu'on décide ce qu'on veut, et qu'on se donne les moyens pour sauver l'agriculture et le tissu rural. Faut pas croire que l'agriculture ira toute seule : soit elle s'en ira et il n'y aura plus rien derrière, soit on essaie de la sauver.

Et localement, en plus de ça, arrivent l'Andra et le nucléaire...

Sur le local, c'est clair que le tableau que je viens de dresser est encore amplifié par l'arrivée du projet. C'est déjà un coin où démographiquement on est très bas. En plus il y a 80 % ou 90 % des surfaces qui peuvent être labourées, donc qui vont basculer en grandes cultures : ce sont donc les éleveurs qui vont disparaître. Qui dit grandes cultures dit grandes surfaces, et dit désertification. Il y a des villages où il n'y aura plus d'exploitants. Il n'y aura pas un hectare en friche, mais il n'y aura plus d'exploitants résidant dans le village. C'est dramatique.

Toi tu n'es pas directement concerné ? L'ANDRA n'est pas venue te voir pour des terres ?

Pas directement. Mais indirectement. Je suis pas dans le périmètre où il y a le stockage, là où ils vont faire l'acquisition. Par contre je suis sur le périmètre où ils ont décidé de réhabiliter l'ancienne ligne de chemin de fer, une ancienne ligne désaffectée, pour d'une part acheminer les colis et d'autre part évacuer les verses lors du creusement des galeries... Cette ligne, elle passe derrière mon bâtiment, elle passe à Cirfontaines. Donc ils avaient besoin comme partout d'acquérir du foncier pour pouvoir continuer à recréer cette ligne ferroviaire qui va arriver juste derrière le labo. Évidemment comme partout ils ont engagé les acquisitions.

Je dis « comme partout » parce qu'autant à Cirfontaines qu'ailleurs, ils ont établi des conventions avec les Safer Champagne-Ardenne et Lorraine, pour être prioritaires dans les acquisitions. Cigéo est un projet public, donc au niveau des Safer ça a été prioritaire. Je rappelle que les Safer normalement c'est géré par les agriculteurs et pour les agriculteurs, mais en ce moment, depuis un certain nombre d'années ça n'est plus pour les agriculteurs. Tout mouvement de terre y passe... Les notaires sont obligés d'informer la Safer, et à partir du moment où c'est sur le bureau de la Safer, systématiquement, l'Andra est au courant des dossiers et met la main dessus pour acquérir tout ce qui bouge. Tout ce qui bouge. Y compris les forêts. Ils acquièrent pas forcément ce qu'ils ont besoin : ils acquièrent tout ce qui bouge. Ensuite, par un jeu d'échanges, de substitutions et de rétrocessions, ils vont voir les gens où ils sont intéressés et ils arrivent à se replacer où ils ont envie.

C'est ce qu'ils ont fait à Cirfontaines pour le tracé de la ligne de chemin de fer. Ils sont venus avec leurs plans, ils ont dit : « on a besoin de ça, ça et ça ». Après il n'y a pas eu d'expropriation au sens complet du terme, parce qu'ils avaient une réserve foncière en face et qu'on a été compensés : pour un hectare laissé, on a eu la compensation.

Ils ont réussi à rassembler tout un volume foncier, et ils continuent d'acquérir. C'est ce qui interpelle un peu la profession dans son ensemble, les paysans, parce qu'au départ on nous a dit « il faut tant » et finalement c'est plus. Mais il faut savoir qu'il n'y a jamais rien eu d'écrit : c'est là où je m'insurge quand même ! Pour d'autres projets, les autoroutes, les TGV, même NDDL, on est venu avec des dossiers où on avait des emprises, des projets où c'était clair et net, noir sur blanc : les infrastructures routières, tout ce qu'on avait besoin. Au moins on pose ça sur la table, on invite les responsables et la population, les gens concernés, et on leur dit : « il nous faut ça ». Ça a le mérite d'être clair. La solution est pas trouvée pour autant, mais ça a le mérite d'être clair. Alors qu'ici c'est pas ça : le projet on le connaît pas. Pour le labo ils avaient 100 ha, ils en

ont assez... Maintenant il y en a 300 autour, et c'est pas fini. On sait pas pourquoi. J'ai un peu des idées, mais eux n'affichent pas clairement leurs besoins, donc on sait pas comment ça va s'arrêter, ni où ni quand, ni comment. C'est pas facile à vivre, avec toutes les conséquences qu'on peut supposer autour, dans les comportements etc.

C'est-à-dire ? Tu veux dire les comportements des agriculteurs ?

Ça fausse complètement le jeu des échanges fonciers. Si encore tout était fait dans la transparence... mais c'est pas le cas. Encore une fois il n'y a pas eu d'expropriation, on est toujours sur de l'amiable, mais avec quand même la pression, l'intimidation. Plus le côté financier, sachant que le prix des terres explose. Il augmente globalement sur toute la France mais ici on était à 3 000 € l'hectare, et là on est à 5 000 €. Dès leurs premières acquisitions ils ont mis la barre à 5 000 €. C'est pas sans conséquence non plus, même pour les gens qui sont pas impactés directement par le projet. Au niveau des bases d'imposition, des droits de succession etc., tout le monde finira par y être confronté : c'est une affaire de longue haleine. C'est dans les décennies à venir que les gens vont se rendre compte des problèmes que ça pose.

Quelles conséquences ça a eu sur toi et ton exploitation ? Comment tu vois l'avenir, pour toi personnellement, mais collectivement aussi ?

Pour parler de moi... Ils ont acquis une ferme de mon voisin, sur la commune : une grosse centaine d'hectares avec toutes les infrastructures. Ça leur convenait pas forcément, donc je savais bien que tôt ou tard il fallait qu'ils se tournent vers moi pour restructurer, et pour qu'ils puissent faire quelque chose de leurs terres. Peu de temps après, je me suis trouvé avec la moitié de ma ferme en vente, avec rien à négocier, juste 60 jours pour réagir, et le chèque à donner au bout des 60 jours sinon c'est fini. Et puis bon... moi j'ai réussi à préempter, c'est pas facile, ça met un certain temps. C'est ce qui me permet un peu aujourd'hui de pouvoir m'afficher et de causer plus librement.

Tous les exploitants ne sont pas propriétaires de leur terre. Ils en ont une partie en propriété, et une partie en location. Ça veut dire que tout agriculteur qui a des terres en location, du jour au lendemain, son propriétaire peut vendre. N'importe quel propriétaire. Mais comme la barre de prix est fixée par l'Andra ou la Safer, par l'historique des ventes, c'est prohibitif. 3 ou 4 ha à racheter ça va aller. Mais si 40 ou 50, ou 70 comme moi, la moitié de la ferme, ça passe pas comme ça. Économiquement ça peut pas passer : même sur 15 ou 20 ans, on ne peut pas amortir ça.

Personne n'est à l'abri de ça, ce qui veut dire aussi que les gens qui peuvent être concernés demain n'osent pas trop faire de bruit. Comme ça, le jour où ils sont

amenés à faire cette transaction, ils peuvent espérer que la Safer et l'Andra ne vont pas préempter et vont laisser aller le marché local.

L'avenir des terres agricoles, je vois deux choses. Ça peut être le périmètre sécurité : ça veut dire qu'on agrandit le désert que, sur les cinq ou six communes qui sont autour, à terme, il y aurait pratiquement que cinq ou six exploitants, qui sont déjà les plus gros du secteur et qui pourront négocier et travailler en partenariat avec l'Andra. Et puis petit à petit le ménage va se faire et on va avoir un *no man's land*, une zone où il n'y aura plus d'exploitants. C'est la première chose. Ou alors, la deuxième chose, je sais pas... Peut-être qu'ils ne sont pas sûrs d'eux par rapport au stockage et qu'à un moment il y aura tellement de colis, qu'on fera peut-être de la subsurface, ou qu'on entreposera en provisoire. Ça n'engage que moi de dire ça mais personne ne sait, eux les premiers. Donc c'est de la réserve foncière, de la prévision, et on est bien en train de mettre en place un désert dans le périmètre Bure / Mandres / Cirfontaines / Gillaumé / Saudron.

Il y a des copains agriculteurs qui se retrouvent à perpet' et ne sont plus sur leurs terres ?

C'est clair que jusque là ils sont délocalisés pour une partie. Les exploitants qui sont plus âgés sont amputés d'une partie de leurs terres et, quand ils arrivent en fin de course, le reste de leur ferme n'est plus viable, plus reprenable s'il n'y a plus un certain volume de terre. Ça veut dire qu'elle sera démantelée, partagée : elle ira à l'agrandissement, pas à l'installation. En clair, si tous ceux qui arrivent en fin de carrière n'ont plus de fermes transmissibles, on n'aura plus d'installation. Surtout si en plus on conforte les grosses structures, qui sont uniquement céréalières.

C'est un double phénomène : on grossit les exploitations et on fait disparaître les paysans ?

Tout à fait.

Ça doit être difficile pour un agriculteur de lâcher des terres familiales, même pour tout l'or du monde.

Oui. Mais les gens le font de leur plein gré : c'est jamais facile mais s'il y a une compensation financière, à un moment donné c'est un choix qu'on fait. Ça met le temps, mais c'est un choix. Moi je me suis posé la question ! J'ai résisté parce que c'est un outil qu'on m'a transmis : j'avais envie de le transmettre et j'avais envie de le conserver. Mais après moi, c'est pas sûr que l'outil sera transmis. Et ça se passe pour beaucoup d'exploitations sur le secteur.



On va peut-être passer à ton engagement un peu plus poussé, si tu as envie d'en parler. Tu disais qu'il y avait quelques luttes dans les années 90. Ensuite ça a évolué comment au début des années 2000 ?

C'était calme. Jusqu'à il y a très peu de temps c'était la préparation de Cigéo en interne. Mais à un moment il faut bien ouvrir le livre, tourner les pages de Cigéo et dire comment il va se dérouler. Encore que le livre n'est pas fini d'écrire : donc on l'ouvre, on tourne les pages, on déroule, mais on ne sait même pas encore ! Là on est en plein dans cette phase là. La lutte a repris et s'est intensifiée sur le terrain, notamment depuis qu'on passe concrètement au projet dans le bois Lejuc. Le bois ne relève pas juste du labo : c'est clair que le bois Lejuc c'est le début de Cigéo, qui n'est pas autorisé. D'où la réaction. Il n'y a pas besoin de chercher plus loin, pour moi c'est clair : il n'y avait pas de question à se poser.

Donc tout de suite tu t'es dit : « j'y vais » ?

Oui en juin 2016, après les « 200 000 pas » quand il y a eu la première occupation du bois. C'était symbolique et les gens qui connaissent un tant soit peu le dossier ont tout de suite compris que c'était Cigéo qui se mettait en route. Donc il fallait réagir, d'où mon soutien : j'ai accompagné la lutte et l'occupation du bois avec mon tracteur et ma bétailière, pour le côté logistique.

Et donc avec ta bétailière, qu'est-ce qui s'est passé ? Tu peux raconter l'histoire ?

Quand il y a eu l'expulsion, la bétailière était remise en lisière. Dans les dossiers ils marquent qu'elle servait de barrage, mais elle servait surtout de support logistique. Et compte tenu des moyens qui étaient déployés dans la plaine comme dans le bois pour vraiment ratisser et expulser tout le monde, elle a été rapprochée, entourée de GM et elle a été saisie par les autorités et emmenée en fourrière.

Donc c'était il y a presque un an et tu ne l'as toujours pas revue ?

Oui. Depuis j'ai fait quelques pages d'écriture. On m'a notifié officiellement qu'elle était bien saisie. Après j'ai fait une relance pour demander la libération, sachant que ça fait partie de mon outil de travail et que j'en ai besoin. Un mois ou deux ça va, mais un an c'est quand même un peu lourd ! Depuis c'était le silence radio, j'ai pas eu de nouvelles du tout... Et récemment, depuis un mois, je suis convoqué le 2 mai au tribunal correctionnel de Bar-le-Duc.

Et qu'est-ce qu'ils te reprochent ?

Ce qu'on me reproche, je l'ai pas appris par cœur. Il y en a quatre lignes, avec les articles du code civil et ce que je risque en terme de condamnation. En fait c'est le soutien à l'occupation du bois. J'ai toujours pas récupéré mon dossier pénal donc j'ai pas le détail de ce qu'il y a dedans, mais je me suis expliqué clairement par rapport à ce que j'avais fait. De toute façon, compte tenu des moyens qu'ils ont au niveau hélicoptère, filtrage, contrôle d'identité, ils savent forcément en détails ce qui a été fait. Par rapport à ça je suis serein, mais j'attends de savoir à quelle sauce je vais être mangé au tribunal.

Et tu risques quoi ?

Les peines maximales en terme d'amende c'est entre 5 000 € et 10 000 €, et il y a même de l'emprisonnement.

Et ça te fait pas reculer ?

Non j'assume. Quand je parle aux uns et aux autres je ne cache pas. Quand j'ai parlé aux médias je me suis pas caché, j'ai tenu le même langage par rapport aux auditions que j'ai pu avoir. Après, ils jugeront. Il est clair que c'est une façon de me museler, et d'éviter que je parle trop sur le sujet. Ils voudraient bien que je rentre chez moi et que je reste tranquille. Ça va être un peu la carotte : je récupère mon outil mais en échange je reste tranquille.

Ils ont vraiment peur que d'autres agriculteurs s'en inspirent ? Que ça fasse tache d'huile ?

Oui. Et c'est clair que les outils motorisés ça donne quand même des ailes en terme d'action. Quand on voit ce que eux ont mis en place, évidemment, si nous on est unis, qu'on y va et qu'on met des moyens moteurs en face d'eux, on peut lutter. C'est clair. C'est un peu leur crainte.

Ça n'entame pas ta détermination ?

Au niveau idéologique, par rapport à ce que j'ai dit précédemment, il y a trop de choses. C'est trop fondé, ça date depuis trop longtemps : mes positions sont établies. Pour le volet foncier, j'ai lourdement payé quand même. C'est pour ça que j'irai presque jusqu'à dire que j'ai plus rien à perdre d'autre que ma peau. Et ma peau elle vaut pas cher ! Donc voilà : si eux ne changent pas sur les formes, leur attitude sur le terrain et tout ça, il y a fort à penser qu'on continue à lutter.

Tu dis que tu as perdu beaucoup ?

Oui j'ai perdu beaucoup parce que j'ai éclaté ma famille. Ça n'y est pas pour rien. Quand il y a des pressions de toutes parts, qu'il y a des enjeux financiers derrière, qu'on vous propose des carottes sans arrêt, forcément tout le monde n'est pas insensible à ça. Chacun selon sa situation personnelle réagit à sa façon. Tout dépend de la vision qu'on a, à court terme, ou à moyen ou long terme. On fait en fonction de ce qu'on priorise. Mais c'est clair que je n'ai plus grand-chose à perdre.

Est-ce que tu veux parler de ton audition pour les pneus ?¹¹

C'est accessoire mais on peut en dire deux mots. La Safer a déposé une main

11 Les opposant.e.s à Cigéo cultivent un champ squatté sur les terres mises en réserve par la Safer pour l'Andra. Lors d'un week-end organisé avec le réseau Reclaim the Fields, ce champ a été symboliquement entouré de « barricades agricoles », et là encore c'est Jean-Pierre qui a été ciblé par les autorités et convoqué à la gendarmerie. On lui reproche... de nous avoir prêté des pneus !

courante par rapport aux événements du 13 novembre avec Reclaim The Fields. Donc j'ai été auditionné par rapport à la barricade qui avait été implantée et qui n'avait rien d'agressif ni de dangereux. J'ai compris que c'était surtout pour un problème d'image : ils veulent tout faire dans l'ombre, taire un maximum de choses. Et en plus je pouvais leur servir d'interlocuteur par rapport aux opposants. Mais c'était encore une façon de me dire de retourner à la maison !

Et rapidement, un petit mot sur les réinstallations des militants. Ça redonne un peu de vie ? Qu'est-ce que tu en penses ?

Je raccroche ça à ce que j'ai dit tout à l'heure concernant la désertification. Le désert s'installe, ils tournent les pages du livre, ils déroulent leur projet et puis à un moment le rapport de force fera que ... je sais pas jusqu'où on ira, jusqu'où ça avancera, jusqu'où ça reculera, qui avancera qui reculera... Ici c'est important ce qu'on fait et ce qu'on vit, mais les problématiques sont les mêmes ailleurs. Dans ce contexte de chômage, de gens qui ne mangent pas à leur faim, qui sont mal logés et tout ça, il y a un véritable questionnement : il faut apporter des réponses. Et la réoccupation du territoire, je pense qu'elle a sa place. Maintenant, on la prend ou la prend pas en compte, on l'accompagne ou on l'accompagne pas. Mais c'est un lueur d'espoir. Parce que je redis bien : ici ou ailleurs, si on veut sauver toute une partie du territoire, il faudra la prendre en compte d'une façon comme d'une autre. Sinon je pense qu'on ira encore plus à l'accident. La pression va monter et les incidents vont se multiplier. Ici et ailleurs.

Vous ne regrettez rien monsieur ?

[rire]

T'es pas obligé de répondre !



Brochure à reproduire et diffuser sans modération !